

Voici la situation dans laquelle on se trouve présentement en météorologie.

Merci.

Le président: Merci beaucoup, monsieur McIntyre. Sénateur Cameron?

Le sénateur Cameron: Monsieur le président, messieurs: en examinant l'exposé, il est assez évident qu'on y met l'accent sur la recherche appliquée au lieu de la recherche de base, et c'est naturel. Cela facilite la tâche d'un groupe de profanes comme le nôtre, parce que nous nous rapprochons un peu des problèmes quotidiens.

En parcourant le mémoire (je suis maintenant les grandes lignes), il y a un commentaire qui m'a un peu surpris. J'ignore sa gravité, mais en page 2, dans les fonctions de l'organisation, on pose la question suivante: Combien de fois le Conseil du Trésor a-t-il rejeté des projets et quels étaient-ils?

Ce n'est peut-être pas une bonne question pour commencer, mais cela m'intrigue, parce que le personnel scientifique de notre ministère n'est pas nombreux, et je constate qu'il peut y avoir des difficultés, surtout aux échelons élevés du personnel scientifique.

Y a-t-il des problèmes ici? J'ai seulement noté l'observation suivante: Combien de fois le Conseil du Trésor a-t-il rejeté des projets et quels étaient-ils?

Eh bien, ce n'est peut-être pas judicieux de répondre à propos du projet, mais je me suis demandé si dans le travail très spécialisé, les règles de la Commission de la Fonction publique pouvaient être appliquées telles qu'elles sont présentement.

M. Hewson: Peut-être pourrais-je répondre à cette question pour le Ministère. Cela avait trait aux offres pour l'hydraulique maritime, mais je pense que c'est une question d'ordre général. Le Conseil du Trésor, par suite des recherches de la Commission GLASSCO, a tenté, avec beaucoup de succès d'ailleurs, d'évaluer et de prévoir les avantages des programmes avant de les mettre en œuvre sur une grande échelle. Je pense que les chercheurs ont plus de mal à justifier les programmes que certaines des applications plus pratiques touchant la construction et les projets.

En général, nous n'avons pas eu de difficulté non plus avec le Conseil du Trésor en ce qui concerne les recherches; en fait, il a beaucoup collaboré avec nous. Il aurait pu y avoir et il y a de temps à autre certains projets pour lesquels il pose une question

comme «est-ce qu'il pourrait être remis à l'an prochain?», si le projet comporte de grandes dépenses et s'il semble que les résultats ne seront pas bien clairs. En général c'est un arrangement mutuel et je ne pense pas que cela représente une mesure unilatérale prise par le Conseil du Trésor; nos rapports ont été assez satisfaisants.

Le sénateur Cameron: Je pense que la mise en œuvre des préconisations de la Commission GLASSCO est importante; l'un des objectifs, naturellement, était d'éviter le dédoublement et une perte d'argent. Je me demande seulement quel effet cela a eu.

M. McIntyre: À cet égard, comme cela nous touche et que je suis certain qu'il en est de même pour les autres, on a adopté les propositions du rapport de la Commission GLASSCO dans une certaine mesure. D'habitude, lorsqu'on s'occupait de recherche aux échelons supérieurs, on considérait toute la question activité par activité, et on la diminuait ou on la modifiait, et l'on obtenait un programme impraticable parce qu'on avait retranché une partie essentielle à son fonctionnement; cela n'est pas très brillant, mais il s'est agi de plus en plus de surveiller l'ensemble du programme et de fournir l'argent, puis de donner assez de jeu pour l'accomplissement des travaux.

Je pense que cette façon de nous couper les moyens est en voie de disparition très rapide.

Le sénateur Cameron: Voilà à quoi je voulais réellement en venir, parce que les gens peuvent ne pas trop s'y connaître dans le domaine et faire ce que vous avez dit, c'est-à-dire enlever un élément au programme qui pourrait en retarder toute la mise en œuvre; d'où l'importance d'avoir quelqu'un capable d'éclaircir la question pour le Conseil du Trésor.

Il s'agit encore du besoin d'une politique scientifique et de savoir qui prend les décisions.

La question suivante figurait en page 3; elle a trait à la proposition que l'on fait de temps à autre de laisser ouverte la Voie maritime du Saint-Laurent, même jusqu'aux Grands lacs.

Or, certaines gens pensent que c'est une perte de temps même de la garder ouverte jusqu'au port de Montréal. Voici ma question: n'y a-t-il pas de façon économique en définitive de garder la voie maritime ouverte et sinon, est-ce qu'on fait les recherches appropriées relativement à ce projet? Voilà ma première question.